



1. Rapport de l'atelier de restitution et partage d'expérience du Centre de

Transit d'Orientation (CTO) du Niger

17 novembre 2022 au Radisson Blu hôtel, N'Djamena, Tchad

Le Centre d'Etudes pour le Développement et la Prévention de l'Extrémisme (CEDPE) a pris part, jeudi 17 novembre 2022, à L'atelier de restitution et partage d'expérience du Centre de Transit d'Orientation (CTO) du Niger sur le thème « **Projet d'Appui au renforcement des capacités de réinsertion communautaire des ex-associés aux extrémistes dans la province du Lac au Tchad.**

Ont représenté Le CEDPE à cette rencontre :

- ❖ Mme Caroline Ndimendoude, Coordinatrice du CEDPE ;
- ❖ M. Oubadjimdehba Désiré, coordonnateur point focal du Réseau des Organisations de la Société Civile du Bassin du Lac Tchad.

Lors des discussions, Le CEDPE a tenu une position sans ambiguïté et un discours loin du politiquement correct. Pour le Centre, la création du *Centre de Transit et d'Orientation* (CTO-Tchad) des ex-associés de Boko Haram dans la province du Lac est inutile. Car de facto, le CEDPE est bien outillé en la matière et le dit en connaissance de cause et sur la base d'étude et d'analyses.

Très malheureusement, nombre de parties prenantes ont affiché une rebuffade exceptionnelle face à la proposition du CEDPE.

M. Mahamat Saleh Ben Biang, Secrétaire Général Adjoint du ministère de la Justice, au lieu de prendre le temps et étudier la proposition du CEDPE, il a mené un réquisitoire avec des termes très durs, inappropriés et agressifs à l'encontre du Centre et ses propositions.

Le CEDPE rappelle une fois de plus qu'il ne s'agit pas des querelles de personnes mais d'un intérêt national qui nécessite une discussion de haut niveau et c'est pourquoi, il a distribué trois documents parmi lesquels un **projet de stabilisation et de renforcement de la résilience dans la province du Lac**, qui prend en compte bien évidemment la question des désassociés et les victimes de Boko Haram.

Vu l'antagonisme de ce jour, une décision finale n'a pas été prise. Les opinions ont été considérées dans la perspective de les analyser et de sortir une conclusion consensuelle.

**En annexe, le liminaire du plaidoyer du CEDPE soutenu par la
Coordonnatrice du CEDPE et le coordinateur adjoint du Réseau M. Désiré
Oubadjidehba.**

Le chargé de communication

A handwritten signature in orange ink, appearing to read 'Barka Bouba', written over a horizontal line.

Barka Bouba

Fait le 21 novembre 2022 à N'Djaména

Tel : 00235 61237238

Site : www.centrerecherche.com

2. « La Femme, victime avant et après son désengagement de Boko Haram »

Au lieu d'investir un million de dollars sur une étude d'un projet de construction d'un CTO, vaut mieux venir au secours des femmes désassociées et leurs enfants qui souffrent de la malnutrition.

La femme qui est le pilier central, sinon l'ossature de la stabilité sociale, est tombée dans un double piège. D'abord, forcée de prêter allégeance au groupe Boko Haram, elle a été la principale victime de tous les abus et atrocités pendant son séjour dans le maquis du groupe. Alors dissociée du maquis de Boko Haram, elle est victime de l'indifférence, de la maladie, de l'ignorance et de l'absence de réintégration socioprofessionnelle.

Selon une étude effectuée par le CEDPE en 2020, sur 2544 désengagés, 1172 hommes ou 46%, alors que le nombre de femmes s'élève à 1372, soit 54%. Le nombre de désengagées féminines est supérieur à celui des hommes. Le nombre de femmes en 2019 a augmenté de façon significative par rapport aux statistiques de 2018, soit environ 11,3 % de plus.

Ces chiffres démontrent que la présence et le rôle de la femme au sein de Boko Haram n'était pas négligeable. Il convient également de rappeler que dans cette région, la polygamie est rependue et un homme peut avoir quatre épouses dans son adhésion au groupe extrémiste. C'est pourquoi le nombre de femmes est assez important parmi les désengagés. Il faut également souligner que la femme que l'idéologie jihadiste « sous-estime » dans les opérations militaires est rarement autorisée à participer au combat (...).

- « *Les femmes s'occupent du ménage et de l'entretien des combattants (laver les vêtements). C'est une situation de quasi-esclavage. À plusieurs fois, j'ai vu des femmes violentées, frappées et violées par les combattants de Boko Haram. C'est inhumain et cela me donne encore des frissons* » (F40).

Une partie de jeunes filles, endoctrinées et formées, servaient de bombes humaines. Formatées et équipées d'EEI (engins explosifs improvisés), la tranche d'âges des jeunes filles est de 10 à 16 ans. Les données analysées par les chercheurs (Jason Warner et Hilary Matfess) sur la période d'avril 2011 à juin 2017, ont montré, sur l'intervalle temps étudié, que les femmes constituent 53% des kamikazes alors que 81 candidats sont clairement identifiés comme étant des enfants ou des adolescents.

En fait, le désir de recruter des femmes découle de l'idée qui prévaut dans les organisations extrémistes selon laquelle la femme pourrait être un butin de guerre, que les Moudjahidine doivent en bénéficier, surtout en ce que concerne le mariage, concédé comme un droit acquis aux combattants conformément à l'idéologie des extrémistes.

Parmi les méthodes adoptées par le groupe jihadiste, la femme peut être contrainte au divorce ou soumise à assouvir le plaisir sexuel des Moudjahidines après leur retour du combat surtout si son mari est accusé d'apostat.

Les divers témoignages dévoilés par des femmes ayant séjourné dans les territoires sous contrôle de Boko Haram ont démontré combien difficiles sont les conditions qu'elles ont subi au nom d'une idéologie archaïque attribuée à un Islam innocent, qui n'a rien à voir avec les interprétations fallacieuses prônées par des vendeurs d'illusions. Des injustices au nom de l'Islam à l'égard des femmes, les extrémistes en ont beaucoup commis. Certaines femmes avouent que pour se protéger des viols collectifs, elles ont accepté de céder au mariage ou d'entretenir des relations sexuelles avec la plus haute instance :

- « *Moi j'avais de bonnes relations avec les chefs. La vie du camp est comme une vie de prison. On n'avait pas de liberté de mouvement* » (F36) ;
- « *Après le décès de mon mari, sous la menace, j'étais obligée d'entretenir des relations sexuelles avec un commandant du groupe. C'est à prendre ou à laisser* » ;

Sans vouloir citer tous les témoignages en notre possession, je voudrais tout simplement poser la question suivante : Que sont devenues les **1372 désassociées** ayant échappé au maquis de Boko Haram ? Ces femmes qui avaient réussi à rejoindre le territoire de la légalité et qui se sont rendues aux autorités sécuritaires et administratives de la province de Bol ? Eh bien, je vous informe que malgré la multiplication des missions, l'abondance des projets et des promesses non tenues, la situation de ces femmes désengagées reste déplorable : 94,49% n'ont pas de pièce d'identité alors que l'absence de papier pose une sérieuse difficulté d'identification, entrave quelque part la scolarisation des enfants et crée une sorte de statut d'apatride dans son propre pays. Au total, il y avait, fin 2019, **11 827** enfants de désengagés. Ce résultat est obtenu à partir de la somme de tous le nombre d'enfants de désengagés ; 617 personnes qui ont six enfants ou plus éprouvent des difficultés en nourriture et en matière de logement.

Les femmes, en grande majorité, font part de leur insatisfaction quant à leur accueil après leur retour. Elles estiment être abandonnées par l'État et les organisations non gouvernementales. Elles évoquent plusieurs difficultés auxquelles elles font face, notamment alimentaires (85,06%), en matière de logement (72,87%) ou autres (moyens financiers pour démarrer une activité (35,18%). C'est pourquoi, il ne sert en rien de continuer à dépenser des millions dans des missions, des forum, d'études de projets ou de prévoir la construction d'un CTO mais de venir au secours des femmes qui doivent mieux bénéficier des politiques de prévention sanitaire et de soins liées à certaines maladies récurrentes tel que le paludisme. Il est nécessaire de mettre en place une série de consultations et assistance psychiques et psychologiques en raison de la violence des faits que chacun d'entre eux a subie. Ces consultations doivent viser tous les désengagés et prioritairement les

femmes et aussi les jeunes âgés de 18 à 30 ans. Enfin, je vous invite à bien vouloir se pencher sur le projet de stabilisation que le CEDPE a élaboré et qui consiste à changer l'image de la province du Lac Tchad. Je vous remercie.

Madame Caroline Ndimendoude

N'Djaména le 17 novembre 2022.

3. L'atelier de restitution et partage d'expérience du Centre de Transit d'Orientation (CTO) du Niger « Projet d'Appui au renforcement des capacités de réinsertion communautaire des ex-associés aux extrémistes dans la province du Lac au Tchad »

Le Centre d'Etudes pour le Développement et la Prévention de l'Extrémisme (**CEDPE**), à travers le Réseau des Organisations de la Société Civile du Bassin du Lac Tchad tient à remercier toutes les structures nationales et étrangères qui déploient un effort considérable pour le renforcement de la stabilité et la prévention des conflits. Cependant, il convient de réitérer l'opposition du CEDPE concernant l'idée de la construction d'un CTO. Ce projet était valable jusqu'en 2020 lorsque le nombre des désassociés avoisinait 7000 dont 4500 profilés par le cedpe et dont la base des données de 16 000 pages a été officiellement remise à Mme la ministre de la Femme. Il convient de rappeler que le coût d'étude de faisabilité de ce projet de construction d'un CTO est d'environ un million de dollars, un coût que le cedpe estime exagéré. Nous estimons qu'une partie importante des désassociés, en l'absence d'une stratégie de réinsertion, a quitté la province du lac pour rejoindre là où il existe une politique de réinsertion active comme au Niger, au Nigeria, au Cameroun alors qu'une infime partie restante est réintégrée dans sa communauté. Allons-nous construire un CTO pour désintégrer les désassociés de leur communauté pour les réintégrer ? Pourquoi ne pas renforcer cette intégration communautaire ? Nous estimons que le coût de l'étude du projet CTO est excessivement élevé qu'on se demande s'il y a une volonté sincère de réinsérer les désengagés ? Nous regrettons que le cedpe qui est un centre d'expertise en matière de prévention et de gestion des conflits n'a jamais été associé depuis 2020 à aucune démarche et pourtant il reste incontournable sur ce dossier précis. Si l'objectif d'une étude d'un CTO est de créer des missions et des frais des missions, de monter des projets d'atelier et de forum pour se remplir les poches, nous souhaitons une bonne continuité car ce projet n'aura aucun intérêt pour la réinsertion. Nous rappelons que deux aspects entravent la réinsertion des désengagés : l'absence d'un statut juridique et l'interdiction de certains pays de financer une réinsertion des anciens terroristes. C'est l'occasion de vous rappeler que le cedpe a publié 30 études ayant permis de comprendre les réels besoins et difficultés des désassociés et leurs victimes qui nécessitent une assistance humanitaire pour alléger leurs souffrances. Le **CEDPE** pense qu'il est plutôt judicieux de mettre en œuvre le projet *de stabilisation et*

*renforcement de la résilience pour renforcer l'intégration sociocommunautaire*¹ déjà existante. Ce projet de 22 activités dont un volet de construction de 8000 logements permettra aux désengagés², aux retournés, réfugiés et les populations autochtones de bénéficier de ses retombées.

Le projet de stabilisation et renforcement de la résilience des populations de la province du Lac 2023 est initié par le réseau du bassin du lac Tchad (30 associations), il consiste à apporter une assistance aux désassociés et aux personnes victimes des désassociés, en leur permettant de bénéficier d'une formation et d'avoir un abri décent.

Les bénéficiaires de ce projet sont au nombre de **120 000** personnes dont **8 000** bénéficiaires directs (les victimes, les réfugiés, les retournés et la population autochtone) dans les 05 localités de la province du Lac soit un total de **2000** personnes dans le département de Mamdi, **1500** à Fouli, **1500** à Kaya, **1500** à Wayi **1500**, à Koulikimé/Doum-doum réparties comme suit :

- Autochtones : **2100** ;
- Désassociés (les femmes et les jeunes) : **1500** ;
- Déplacés/retournés : **1500** ;
- Désengagés : **1200** ;
- Victimes des atrocités : **1000** ;
- Réfugiés : **500** ;
- Rapatriés : **200**.

La durée du projet est de **36** mois avec un coût global **38 724 000 000 FCFA** dont **22** activités sont programmées pour la mise en œuvre conformément à la période ci-dessus.

¹ Grâce à la solidarité communautaire, 99% affirment ne pas avoir de problèmes relationnels avec le voisinage, moins encore avec leur famille.

² Parmi les désengagés, 803 personnes sont sans emploi ce qui représente 31,56%.

33,45% des désengagés affirment souffrir d'une maladie (851 personnes). Ce sont généralement des cas de paludisme.